

Directeur de publication : Anthony Requin

n° 331 • Décembre 2017

Rédaction : Agence France Trésor

Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe

<http://www.aft.gouv.fr> • Bloomberg TREX<GO> • Reuters <TRESOR>

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dettes négociables de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

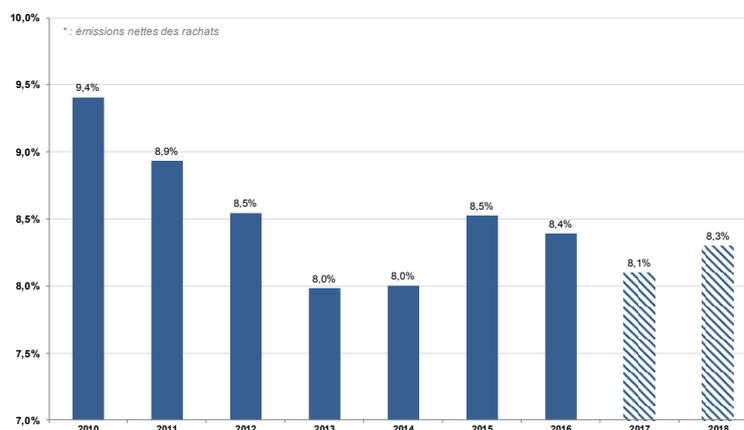
L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

L'Agence France Trésor choisit la continuité pour son programme de financement 2018

En 2018, l'AFT empruntera sur les marchés 195 milliards d'euros, soit 10 milliards d'euros de plus que l'année dernière. Si ce montant est élevé en termes nominaux, il reste néanmoins éloigné, rapporté au produit intérieur brut (PIB), des niveaux atteints au début de la décennie (voir graphique ci-dessous) et est comparable aux montants que l'AFT a levé sur les marchés ces dernières années. Il s'inscrit par ailleurs dans un contexte où les émissions du secteur public français (État et agences) dans son ensemble sera stable voire en légère diminution.

France* : programme d'émission de dette à moyen et long terme (en % du PIB)



Source : AFT, Bloomberg

L'action de l'AFT s'inscrira en 2018 dans la continuité par rapport à son précédent programme et continuera d'ajuster ses émissions pour répondre à la demande des investisseurs et assurer ainsi la liquidité des valeurs du Trésor.

Sur la courbe nominale, l'AFT prévoit de lancer en 2018 une nouvelle souche de référence de maturité février 2021, une nouvelle souche de référence sur la zone 5 ans, une nouvelle souche de référence à 10 ans et une autre à 15 ans.

Comme chaque année, environ 10 % de ses émissions seront constituées d'obligations indexées sur l'inflation, tant sur l'inflation française que sur l'inflation européenne. Après la création d'un nouveau 10 ans indexé sur l'inflation française en 2017, l'AFT privilégiera, selon les conditions de marché et en lien avec les spécialistes en valeur du Trésor, l'émission par syndication d'une nouvelle ligne indexée sur l'inflation européenne (OAT€i) de maturité comprise entre 15 et 20 ans. L'AFT envisagerait également, en cas de forte demande du marché, l'émission par adjudication d'une nouvelle OAT€i de référence à 10 ans.

L'AFT continuera en outre de réabonder son obligation verte, dont l'encours s'élève aujourd'hui à 9,7 milliards d'euros, en fonction de la demande du marché et dans la limite des dépenses vertes éligibles pour 2018.

Enfin, l'AFT élargira la fourchette des maturités émises lors de l'adjudication de moyen terme à la zone 2 à 8 ans, contre 7 ans jusqu'à présent. L'adjudication de long terme portera alors le premier jeudi du mois sur des maturités supérieures ou égales à 8 ans. Cet ajustement permettra d'élargir l'offre de titres disponibles le troisième jeudi de chaque mois, dans un contexte où les taux négatifs peuvent limiter la demande sur des maturités plus courtes.

La France poursuit sur sa lancée

Daniele Antonucci, Économiste Europe, Morgan Stanley



Pour s'affirmer en Europe comme un partenaire plus solide, la France amorce un long processus de transformation structurelle. Sa croissance économique est déjà soutenue, et la trajectoire des finances publiques est positive même si la situation budgétaire est loin d'être assainie. Nous restons confiants sur les perspectives à court terme et sommes optimistes quant aux effets bénéfiques des réformes publiques à moyen terme.

L'activité économique s'accélère : La croissance économique se poursuit à un rythme soutenu, et selon les données issues des enquêtes, elle devrait s'accroître dans le courant de l'année 2018. Elle continuera sans doute d'être essentiellement entretenue par la demande intérieure, grâce à une hausse de la consommation privée. En particulier, après la modération des dépenses des ménages observée au début de l'année 2017 dans un climat d'incertitude politique, nous tablons sur un retour notable de la confiance qui devrait entraîner une forte relance de la consommation l'an prochain. La baisse des prélèvements obligatoires stimulera également les revenus des ménages. Par ailleurs, même en anticipant un effort modéré d'assainissement budgétaire, nous estimons que les dépenses publiques devraient continuer de soutenir la croissance, dans une moindre mesure que par le passé.

La politique fiscale est favorable à l'investissement et à l'embauche... La baisse du taux de l'impôt sur les sociétés devrait aussi inciter à la reprise des dépenses d'investissement, ce qui bénéficiera particulièrement aux PME. Parallèlement, la réduction des cotisations sociales prévue dès l'année prochaine devrait donner une nouvelle impulsion à l'activité économique et favoriser l'embauche. Contrairement à des pays homologues comme l'Allemagne, la France se caractérise toujours par un sous-emploi des ressources assez important, notamment sur le marché du travail où le taux de chômage reste obstinément supérieur au taux de chômage structurel (non accélérateur de l'inflation, NAIRU). Nous prévoyons que la forte dynamique des créations d'emplois fera passer le taux de chômage sous la barre des 9 %, mais il est probable que le NAIRU diminue progressivement à la faveur des réformes du marché du travail récemment engagées et de l'amélioration future du système de formation professionnelle.

... tout comme le sera la mise en œuvre des réformes structurelles envisagées : La vigueur de la croissance actuelle est conjoncturelle et ne faiblira probablement pas, même en l'absence de réformes structurelles. Néanmoins, la perspective d'un assouplissement de la législation sur le travail et d'allègements fiscaux renforce la dynamique de croissance et pourrait amplifier la reprise conjoncturelle. Nous considérons que la poursuite de réformes structurelles peut être menée à bien et serait de nature à stimuler la croissance. En effet, le contexte est différent de celui dans lequel les tentatives de réforme précédentes ont eu lieu : l'opposition des syndicats est moins marquée et le gouvernement a clairement été élu sur son programme de réformes. Les politiques mises en œuvre n'auront probablement pas d'incidence à court terme, mais les changements structurels devraient avoir pour effet de redresser progressivement la croissance potentielle et de rendre la France plus compétitive.

Le redressement de la croissance potentielle : Pour s'imposer comme chef de file de la croissance en Europe, la France doit accomplir d'autres avancées. Son déficit commercial important et persistant la fragilise, et nous n'entrevoions guère d'embellie jusqu'à la fin de l'année 2019. Les mesures annoncées par le gouvernement pour remédier aux problèmes de compétitivité structurels et améliorer les conditions d'activité des entreprises contribueront à ce redressement ; par ailleurs, nous avons souligné les bénéfices potentiels qu'il y aurait à réformer les marchés de produits. S'il affaiblira quelque peu la croissance à court terme, l'effort d'assainissement budgétaire devrait porter ses fruits à long terme en réduisant le poids non négligeable de la dette publique.

L'effort d'assainissement budgétaire progressif se poursuit : Nous pensons que le gouvernement s'en tiendra plus ou moins aux objectifs fixés en matière budgétaire, en maintenant vraisemblablement le déficit sous la barre des 3 % du PIB durant les deux prochaines années. La mesure ponctuelle de transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pèsera sur le déficit et la dette uniquement en 2019, à hauteur d'environ 0,8 pp. Mais la trajectoire globale suivie est celle d'un assainissement progressif des finances publiques.

Des facteurs temporaires alimenteront l'inflation : La tendance haussière de l'inflation devrait se maintenir en 2018, grâce à un certain nombre d'augmentations fiscales. Le relèvement des droits sur le carburant et le tabac aura l'effet le plus marqué, alimentant la hausse des prix en 2018 et en 2019. Compte tenu des capacités inutilisées qui subsistent au sein de l'économie, l'inflation sous-jacente devrait rester modérée jusqu'à la fin de l'horizon de prévision. Toutefois, la tendance générale sera haussière, mais les prix évolueront à un rythme lent, parallèlement à la résorption progressive du sous-emploi des ressources.

Morgan Stanley Disclaimer : Cet article se fonde sur une étude publiée par Morgan Stanley Research le 26 novembre 2017. Il ne constitue en aucune manière une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou d'instruments ou de participation à une stratégie de négociation. Pour connaître les conflits d'intérêts importants à la date de publication de l'étude, veuillez consulter l'article original. Pour obtenir une copie du rapport publié, veuillez contacter Morgan Stanley. Pour connaître les conflits d'intérêts actuels de Morgan Stanley avec l'émetteur ou les émetteurs objet(s) de cet article, veuillez vous reporter aux pages Conflits d'intérêts du site de Morgan Stanley : <https://www.morganstanley.com/researchdisclosures>.

Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère de l'Économie et des Finances.

Calendrier indicatif d'adjudication

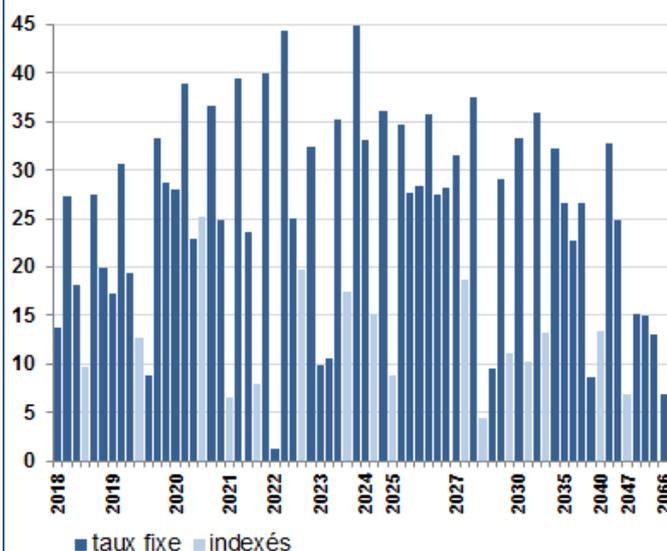
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Janvier 2018	date d'adjudication	2	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	4	10	17	24	31	22	8	22
Février 2018	date d'adjudication	5	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	/	19	5	19

décalages (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 30 novembre 2017

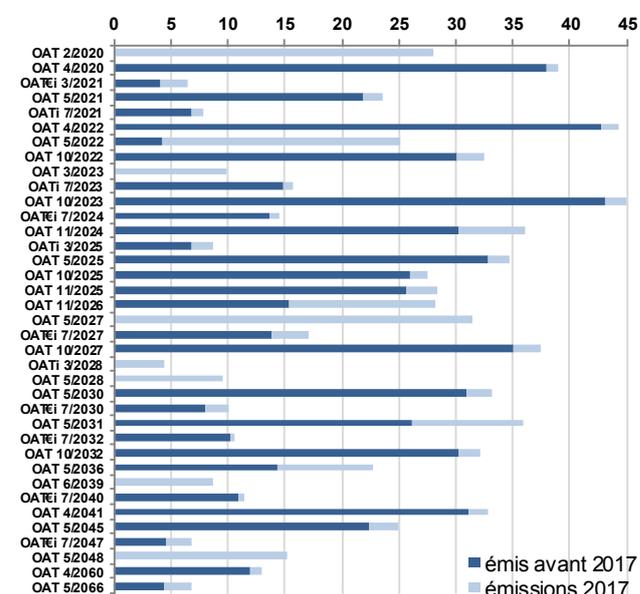
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 30 novembre 2017

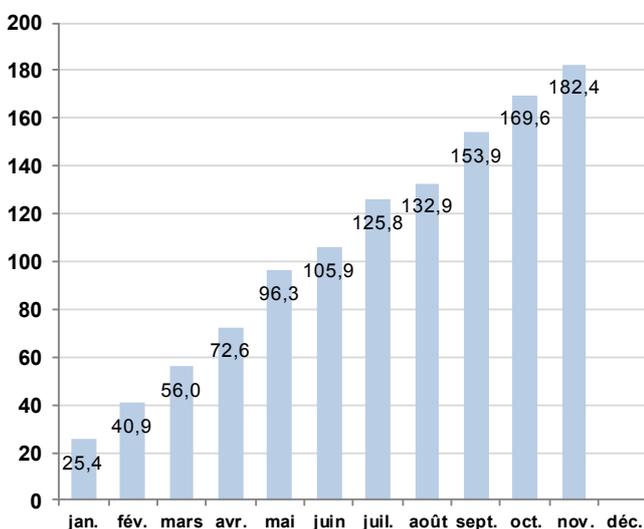
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 30 novembre 2017

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 30 novembre 2017

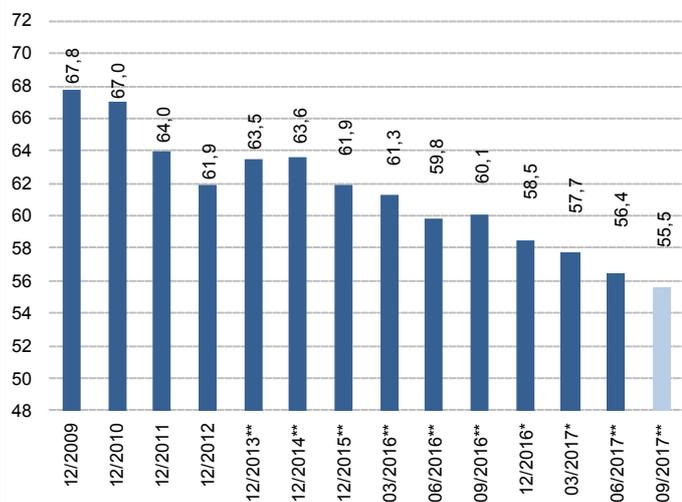
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
déc-17		
janv-18		
févr-18		13,7
mars-18	0,0	
avr-18	14,3	27,3
mai-18	5,3	18,2
juin-18	0,2	
juil-18	2,9	9,9
août-18		
sept-18		
oct-18	13,6	27,5
nov-18	1,4	19,9

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 3^{ème} trimestre 2017

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



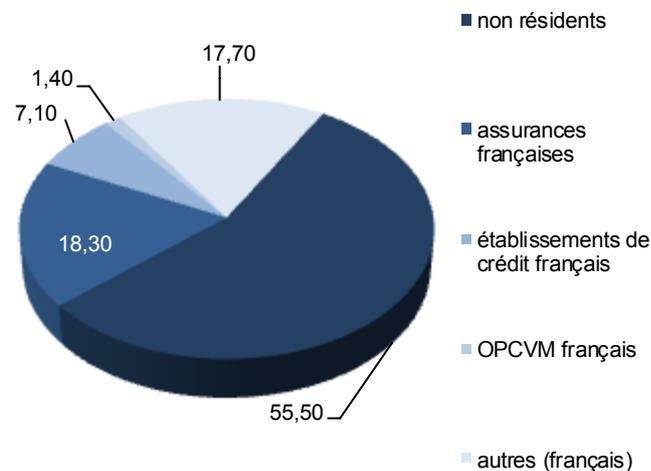
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 3^{ème} trimestre 2017

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 30 novembre 2017

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 556 858 183 745
Encours démembré	62 608 754 700
Durée de vie moyenne	8 ans et 179 jours
Total Dette à Court Terme	134 777 000 000
Durée de vie moyenne	109 jours
ENCOURS TOTAL	1 691 635 183 745
Durée de vie moyenne	7 ans et 306 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 30 novembre 2017

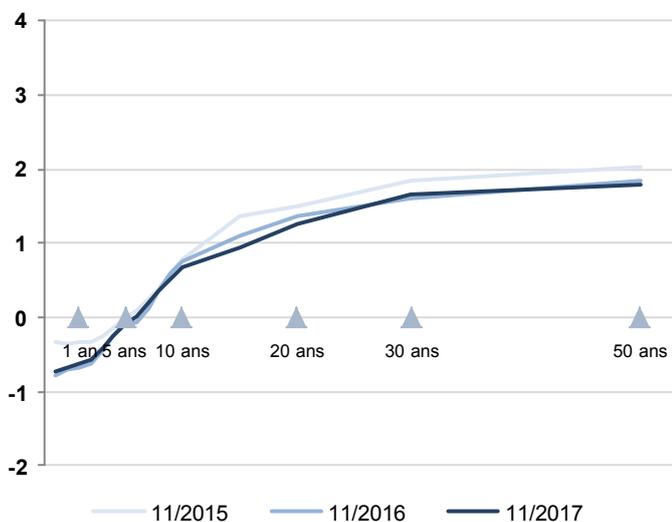
En milliards d'euros

	Fin 2014	Fin 2015	Fin 2016	Fin oct. 2017	Fin nov. 2017
Encours de la dette négociable	1 528	1 576	1 621	1 680	1 692
dont titres indexés	189	190	200	199	202
Moyen et Long Terme	1 352	1 424	1 487	1 543	1 557
Court Terme	175	153	134	137	135
Encours de swaps	6	6	1	1	1
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
avant swaps	6 ans 363 jours	7 ans 47 jours	7 ans 195 jours	7 ans 305 jours	7 ans 306 jours
après swaps	6 ans 362 jours	7 ans 47 jours	7 ans 195 jours	7 ans 305 jours	7 ans 306 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

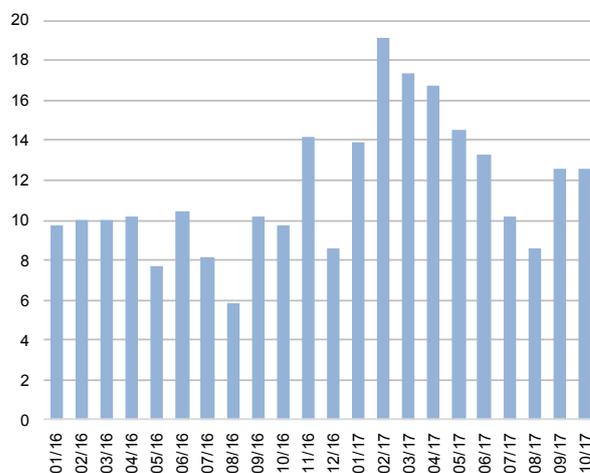
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

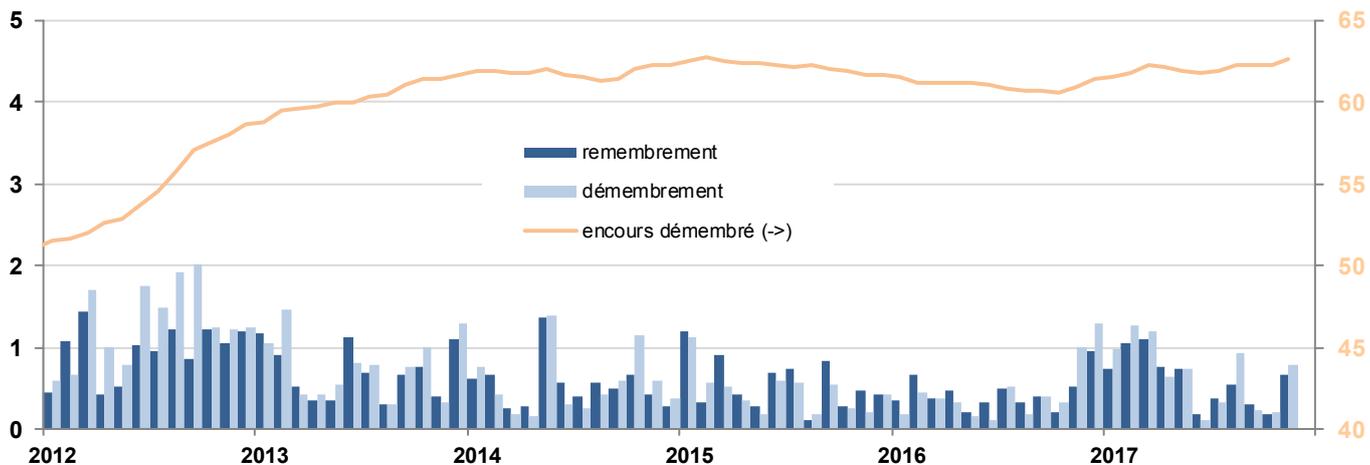
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

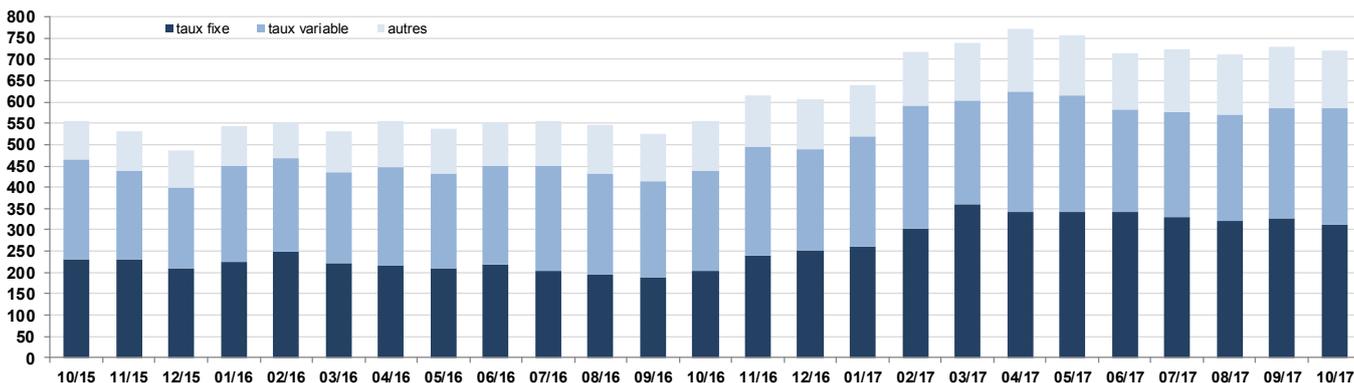
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 30 novembre 2017

	Échéance	Encours (€)
BTF	6 décembre 2017	8 412 000 000
BTF	13 décembre 2017	5 886 000 000
BTF	20 décembre 2017	6 139 000 000
BTF	28 décembre 2017	5 585 000 000
BTF	10 janvier 2018	6 341 000 000
BTF	17 janvier 2018	5 974 000 000
BTF	24 janvier 2018	6 140 000 000
BTF	31 janvier 2018	7 467 000 000
BTF	7 février 2018	6 063 000 000
BTF	14 février 2018	6 309 000 000
BTF	21 février 2018	7 516 000 000
BTF	28 février 2018	7 133 000 000
BTF	14 mars 2018	5 841 000 000
BTF	28 mars 2018	6 272 000 000
BTF	11 avril 2018	5 623 000 000
BTF	25 avril 2018	5 795 000 000
BTF	9 mai 2018	1 604 000 000
BTF	24 mai 2018	6 928 000 000
BTF	20 juin 2018	5 497 000 000
BTF	18 juillet 2018	3 632 000 000
BTF	15 août 2018	4 089 000 000
BTF	12 septembre 2018	1 947 000 000
BTF	10 octobre 2018	4 734 000 000
BTF	7 novembre 2018	3 850 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2017 - 2021) au 30 novembre 2017

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2017	0			
	Échéance 2018	116 426 594 265			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	13 734 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	27 277 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	18 191 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	9 767 594 265 (1)	1,05899	9 223 500 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	27 527 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	19 930 000 000			20 000 000
	Échéance 2019	151 111 124 488			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	17 363 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	30 703 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	19 420 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 682 604 600 (1)	1,08029	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 497 585 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	33 325 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	28 737 000 000			5 000 000
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	36 126 995 (2)		6 692 154	-
	Échéance 2020	176 504 596 700			
FR0013232485	OAT 0% 25 février 2020	28 009 000 000			0
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	38 946 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	25 236 596 700 (1)	1,24257	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	24 782 000 000			0
	Échéance 2021	117 417 601 640			
FR0013140035	OAT€i 0,1% 1 mars 2021	6 541 577 640 (1)	1,01862	6 422 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	39 352 000 000			0
FR0013157096	OAT 0% 25 mai 2021	23 653 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	7 980 024 000 (1)	1,02308	7 800 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2016 ; non offerte à la souscription

Dette à moyen et long terme (échéances 2022 et plus) au 30 novembre 2017

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
Échéance 2022		122 957 492 680			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			524 708 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	44 359 000 000			0
FR0013219177	OAT 0% 25 mai 2022	25 105 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 804 552 690 (1)	1,10461	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	32 445 000 000			0
Échéance 2023		118 078 062 753			
FR0013283686	OAT 0% 25 mars 2023	9 851 000 000			0
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 369 565 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	17 465 866 850 (1)	1,11283	15 695 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			425 585 000
Échéance 2024		84 248 015 700			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	33 135 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	15 087 015 700 (1)	1,03442	14 585 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	36 026 000 000			46 000 000
Échéance 2025		99 376 754 018			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	8 758 825 900 (1)	1,01434	8 635 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	34 702 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	27 608 928 118			2 881 064 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	28 307 000 000			0
Échéance 2026		91 560 000 000			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	35 814 000 000			0
FR0013131877	OAT 0,5% 25 mai 2026	27 522 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	28 224 000 000			0
Échéance 2027		87 534 444 700			
FR0013250560	OAT 1% 25 mai 2027	31 451 000 000			0
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	18 629 444 700 (1)	1,08855	17 114 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	37 454 000 000			41 943 600
Échéance 2028		14 129 600 770			
FR0013238268	OATi 0,1% 1 mars 2028	4 517 431 650 (1)	1,01265	4 461 000 000	0
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	25 169 120 (3)		46 232 603	-
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	9 587 000 000			0
Échéance 2029		40 172 277 561			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 202 946 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	11 080 397 103 (1)	1,26863	8 734 144 000	0
Échéance 2030		43 538 671 040			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	33 208 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	10 330 671 040 (1)	1,02112	10 117 000 000	0
Échéance 2031		35 834 000 000			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	35 834 000 000			97 000 000
Échéance 2032		45 488 625 900			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	13 326 303 300 (1)	1,25898	10 585 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	32 162 322 600			11 385 657 400
Échéance 2033 et plus		212 480 321 530			
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	26 678 000 000			4 954 937 000
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	22 657 000 000			0
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 832 131 400
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	8 632 000 000			0
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	13 379 927 330 (1)	1,16621	11 473 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	32 780 000 000			7 340 039 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	24 908 000 000			1 124 100 000
FR0013209871	OAT€i 0,1% 25 juillet 2047	6 945 394 200 (1)	1,01630	6 834 000 000	0
FR0013257524	OAT 2% 25 mai 2048	15 140 000 000			321 500 000
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 639 988 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	13 055 000 000			6 713 904 100
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	6 845 000 000			185 100 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2017 ; non offerte à la souscription

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	5,5 %	10/2017
Consommation des ménages*, glissement annuel	1,6 %	11/2017
Taux de chômage (BIT)	9,7 %	T3-2017
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	1,2 %	11/2017
ensemble hors tabac	0,5 %	11/2017
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,0 Md€	10/2017
" "	-4,6 Md€	09/2017
Solde des transactions courantes, cvs	-2,2 Md€	10/2017
" "	-3,3 Md€	09/2017
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,65 %	27/12/2017
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,33 %	27/12/2017
Euro / dollar	1,19	27/12/2017
Euro / yen	134,70	27/12/2017

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

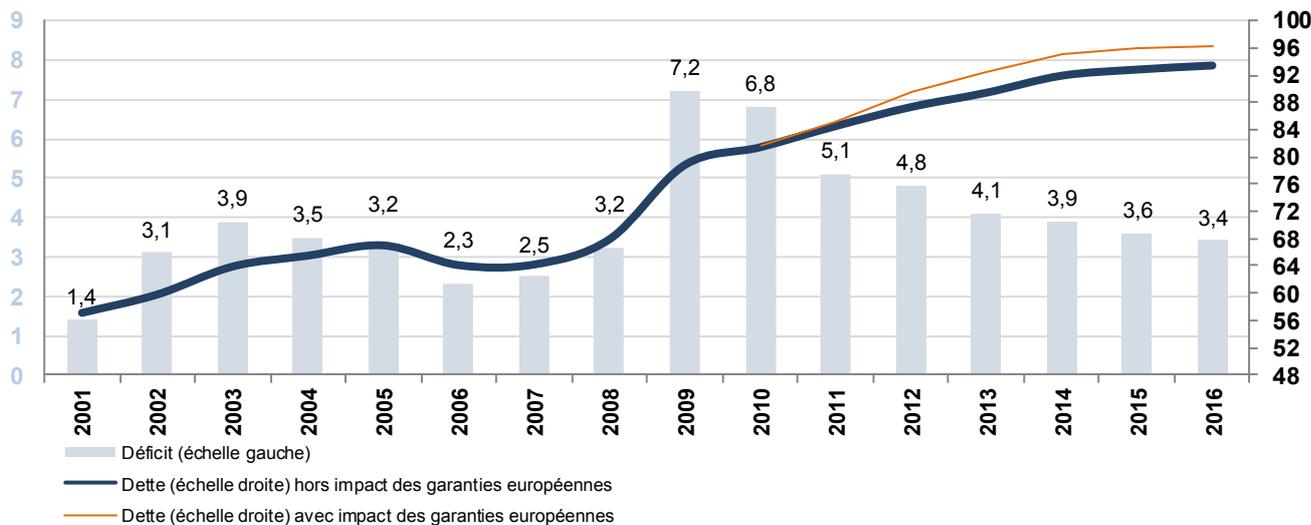
En milliards d'euros

			niveau à la fin octobre		
	2015	2016	2015	2016	2017
Solde du budget général	-72,15	-75,85	-71,71	-66,56	-68,26
Recettes	299,66	303,97	243,26	251,76	260,08
Dépenses	371,81	379,82	314,97	318,32	328,34
Solde des comptes spéciaux du Trésor	1,62	6,80	-4,49	-18,98	-8,88
Solde général d'exécution	-70,53	-69,06	-76,20	-85,54	-77,14

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

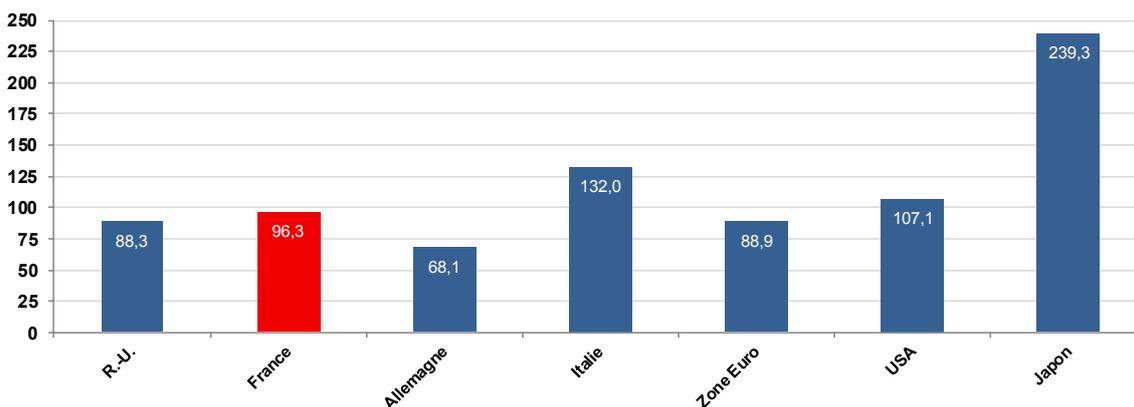
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

Dettes des administrations publiques en 2016

En % du PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

Calendriers des indicateurs économiques français

Janvier 2018	Février 2018
5 Conjoncture auprès des ménages : enquête de décembre	6 Investissements dans l'industrie : enquête de janvier
9 Balance des paiements en novembre	7 Commerce extérieur en valeur en décembre
9 Commerce extérieur en valeur en novembre	7 Balance des paiements en décembre
10 Production industrielle : indice de novembre	9 Production industrielle : indice de décembre
11 Prix à la consommation : indice de décembre	15 Demandeurs d'emploi 2017 T4 (BIT)
15 Réserves nettes de change en décembre	15 Réserves nettes de change en janvier
17 Inflation (IPCH) : indice de décembre	22 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de février
24 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de janvier	22 Prix à la consommation : indice de janvier
24 Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle de janvier	23 Inflation (IPCH) : indice de janvier
24 Demandeurs d'emploi en décembre	23 Conjoncture auprès des ménages : enquête de février
26 Construction de logements en décembre	28 Comptes nationaux trimestriels : deuxième estimation 2017 T4
26 Conjoncture auprès des ménages : enquête de janvier	28 Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de janvier
30 Comptes nationaux trimestriels : première estimation 2017 T4	28 Consommation des ménages en biens en janvier
30 Consommation des ménages en biens en décembre	
31 Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de décembre	

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright « ©Agence France Trésor ».